

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 29887**

### Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion, Mention Droit de la santé

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université Rennes I, Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (EHESP) (Rennes)	Président de l'université de Rennes I, Recteur Chancelier des universités

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

128 Droit, sciences politiques, 330 Spécialités plurivalentes des services aux personnes, 332 Travail social

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

- Définition et/ ou mise en œuvre des objectifs du service de santé (santé publique, santé privée, médico-social) ou de son organisation
  - Participation et élaboration des politiques de santé publiques
  - Application et contrôle des règles de droit de la santé
  - Conseil aux entreprises et aux organisations en matière de droit de la santé et de la protection sociale
  - Elaboration et gestion du budget en lien avec l'évolution qualitative des soins
  - Définition et mise en œuvre des modalités de fonctionnement du service, de l'établissement ou de l'organisation
  - Mise en place d'un système de reporting et de contractualisation interne et externe
  - Direction et animation d'une équipe de professionnels dans le cadre de la réglementation sanitaire et médico-sociale
  - Gestion des relations avec les usagers et leurs proches dans le cadre réglementaire du secteur sanitaire et médico-social
  - Gestion des contentieux dans le domaine des institutions de santé
  - Audit du fonctionnement de groupe d'établissements, d'établissement, de pôle et de service
  - Rédaction de documents juridiques
  - Gestion des relations sociales dans l'entreprise
  - Montage et suivi des dossiers de contentieux
  - Actualisation des informations législatives et réglementaire en droit de la santé
- 
- Appliquer les principes de l'économie de la santé
  - Mener en autonomie des analyses juridiques complexes dans le domaine du droit de la santé, du droit social et du droit de la protection sociale
  - Appliquer la législation et les règlements aux dossiers, documents et situations concrètes dans les secteurs de la santé et de la protection sociale
  - Gérer les relations de travail en intégrant la législation des métiers de la santé, du social et de la protection sociale
  - Etablir et suivre un budget à l'échelle du service, de l'établissement ou de l'organisation
  - Recenser les règles et outils nécessaires à l'évaluation, la prévention et la gestion des risques
  - Etablir un dialogue avec ses interlocuteurs : administration des établissements ou organisations, praticiens de santé, usagers, organisations représentatives du secteur sanitaire, social, médical
  - Communiquer sur les aspects juridiques auprès des professionnels du secteur
  - Prévenir et résoudre les litiges en interprétant le droit
  - Identifier les responsabilités des acteurs de la santé
  - Etudier les liens avec le droit pharmaceutique et médical
  - Conduire une veille juridique sur le système de santé français, dans un contexte européen et international
- Compétences pré-professionnelles*
- Se situer dans un environnement socio-professionnel et interculturel, national et international, pour s'adapter et prendre des initiatives
  - Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.
  - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.
  - Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
  - Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
  - Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
  - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique

### Compétences transversales

- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
- Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
- Evaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
- S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
- Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

Chaque mention peut être déclinée en parcours (anciennement spécialités) permettant d'acquérir des compétences complémentaires. Pour plus d'information, se reporter aux liens renvoyant sur les sites des différentes universités habilités/accrédités.

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

- M : Activités spécialisées, scientifiques et techniques
- O : Administration publique
- Q : Santé humaine et action sociale
- S : Autres activités de services
- Juriste spécialiste des questions de santé
- Juriste spécialiste de la santé et de la sécurité au travail
- Juriste conseil
- Juriste consultant dans des cabinets privés
- Responsable juridique des sociétés d'assurances et des mutuelles
- Responsable du contentieux
- Cadre juridique d'établissements privés
- Cadre des établissements sociaux et médico-sociaux dans le secteur privé
- Responsable de maison de retraite ou d'EHPAD dans le secteur privé
- Responsable d'établissements médicaux dans le secteur privé
- Cadre des syndicats de l'hospitalisation privée
- Expert judiciaire en santé
- adjoint du directeur juridique - Chargé d'études

### Codes des fiches ROME les plus proches :

- K1903** : Défense et conseil juridique
- K1901** : Aide et médiation judiciaire
- C1109** : Rédaction et gestion en assurances
- K1403** : Management de structure de santé, sociale ou pénitentiaire
- K1401** : Conception et pilotage de la politique des pouvoirs publics

### Modalités d'accès à cette certification

#### Descriptif des composants de la certification :

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

Chaque bloc d'enseignement a une valeur définie en crédits européens (ECTS). Le nombre de crédits par unité d'enseignement est défini sur la base de la charge totale de travail requise et tient donc compte de l'ensemble de l'activité exigée : volume et nature des enseignements dispensés, travail personnel requis, des stages, mémoires, projets et autres activités. Pour l'obtention du diplôme de master, une référence commune est fixée correspondant à l'acquisition de 120 ECTS au-delà du grade de licence.

#### Validité des composants acquises : illimitée

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	QUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
En contrat d'apprentissage	X	Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
Après un parcours de formation continue	X	Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1

En contrat de professionnalisation	X	Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
Par candidature individuelle	X	Jury d'enseignants de la formation désigné par le Président de l'Université de Rennes 1
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Composition du jury votée par l'Université de Rennes 1.

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie	X	
Accessible en Polynésie Française	X	

#### LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

#### ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

### Base légale

#### Référence du décret général :

- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant les modalités d'accréditation d'établissements d'enseignement supérieur
- Arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master
- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, publié au J.O du 27 avril 2002
- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

#### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

- Arrêté du 29 juin 2017 accréditant l'université de Rennes1 en vue de la délivrance de diplômes nationaux
- Arrêté du 2 octobre 2008 relatif aux habilitations de l'université de Rennes 1

#### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

- Décret VAE - Code de l'éducation : article L 613-3 **modifié par la loi n° 2015-366 du 31 mars 2015**

#### Références autres :

#### Pour plus d'informations

#### Statistiques :

- Voir information et enquêtes du SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)
- <http://soie.univ-rennes1.fr/>

#### Autres sources d'information :

- <http://www.univ-rennes1.fr/>

- <http://www.droit.univ-rennes1.fr/>

#### Université Rennes 1

#### Faculté de droit et de science politique

#### SOIE (Service Orientation Insertion Entreprise)

#### Lieu(x) de certification :

Université Rennes I : Bretagne - Ille-et-Vilaine ( 35) [Rennes]  
 Université Rennes 1  
 2, rue du Thabor  
 CS 46510  
 35065 Rennes Cedex

#### Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de droit et de science politique  
 9, rue Jean Macé  
 CS 54203  
 35042 Rennes Cedex  
 Téléphone : 02 23 23 76 76

#### Historique de la certification :

- Remplacée par la fiche RNCP nationale n°31492

**Certification précédente :** Droit, économie, gestion, mention droit public, spécialité droit, santé, éthique (activités de la santé et du social)